

**TABLE TRIMESTRIELLE**  
1999 (127<sup>e</sup> année). — Avril — Mai — Juin

---

**Doctrine**

- La Convention d'Unidroit sur les biens culturels* : remarques sur la dynamique des sources en droit international par Jean-Sylvestre **BERGE** ..... 215
- Principe de précaution et Organisation mondiale du commerce. Le cas du commerce alimentaire par Christine **NOIVILLE** ..... 263

**Variétés**

- L'ordre public international en droit communautaire. A propos de l'arrêt de la Cour de justice des Communautés du 1<sup>er</sup> juin 1999 (*affaire Eco Swiss China Time Ltd*), par Sylvaine **POILLOT PERRUZZETTO** ..... 299

**Jurisprudence**

- BULLETIN DE JURISPRUDENCE FRANÇAISE**  
par Méлина **DOUCHY**, Bénédicte **FAUVARQUE-COSSON**, Gérard **LEGIER**,  
Eric **LOQUIN**, Jean **RACINE** ..... 315

**Clause compromissoire**

- Désignation d'une institution d'arbitrage. — Accord de commerce interétatique imposant un arbitrage devant une autre institution d'arbitrage. — Nullité de la sentence rendue sous l'égide de cette dernière institution (*CA Paris, 1<sup>re</sup> ch., sect. C, 1<sup>er</sup> juin 1999*) ..... 370

**Conflit de juridictions**

- Privilège de juridiction de l'article 15 du Code civil. — Application. — Compétence des juridictions françaises. — Acquisition de la nationalité française par le défendeur. — Clause attributive de compétence au profit d'une juridiction étrangère. — Inexistence du privilège de juridiction au moment de la signature de la clause. — Manifestation consciente et libre de renoncer (non). — Absence de renonciation (*CA Versailles, 3<sup>e</sup> ch., 27 févr. 1998*) ..... 358

- Contrôle des concentrations. — Concentration incompatible. — Recours en annulation. — Intérêt à agir. — Effet sur le commerce entre Etats membres. — Création d'une position dominante (*TPICE, 15 déc. 1999, aff. T-22/97*) ..... 517
- Droits spéciaux ou exclusifs conférés par un Etat membre. — Fonds de pension. — Création par une convention collective. — Affiliation rendue obligatoire par les pouvoirs publics. — Notion d'entreprise (oui). — Fonctionnement par capitalisation. — Assimilation aux compagnies d'assurance. — Entente (non) . — Convention collective. — Abus de position dominante (non). — Service d'intérêt économique général. — Fort degré de solidarité. — Affaire des fonds de pension néerlandais (*CJCE, 21 sept. 1999, aff. C-67/96 P, aff. C-115/97 à 117/97, aff. C-219/97*) ..... 510
- Droits spéciaux ou exclusifs conférés par un Etat membre. — Législation nationale sur certains travaux portuaires. — Réservation de certains travaux à des ouvriers portuaires « reconnus ». — Rémunération élevée des ouvriers portuaires « reconnus ». — Notion d'entreprise (non). — Travailleur. — Lien de subordination. — Ouvriers « intégrés » dans les entreprises. — Absence d'entité regroupant les ouvriers et agissant sur le marché des travaux portuaires. — Affaire des ouvriers portuaires belges (*CJCE, 16 sept. 1999, aff. C-22/98 P*) ..... 509
- Entente. — Notion de pratiques concertées. — Un échange d'informations suivi d'un comportement sur le marché. — Présomption simple d'une prise en compte des informations échangées. — Infraction complexe (accords et pratiques concertées). — Ensemble intégré de systèmes. — Infraction unique. — Comportement continu caractérisé par une seule finalité. — Responsabilité personnelle d'une entreprise pour l'ensemble de l'infraction. — Comportements propres ayant contribué à la réalisation de l'infraction dans son ensemble. — Affaire des producteurs de polypropylène (*CJCE, 8 juill. 1999, aff. C-49/92 P*) ..... 501
- Entente. — Pouvoir du juge d'annuler des sentences arbitrales. — Limites procédurales du contrôle des sentences arbitrales. — Ordre public national . — Nécessaire intégration de l'ordre public communautaire. — Application d'office de l'article 81 CE (ex-art. 85) par un tribunal arbitral. — Délai à compter du dépôt de la sentence au greffe. — Délai justifié. — Sécurité juridique. — Respect de la chose jugée. — Délai raisonnable au regard de l'exercice des droits conférés par l'ordre communautaire (*CJCE, 1<sup>er</sup> juin 1999, aff. C-126/97 P*) ..... 505
- Entente. — Pratiques concertées. — Condamnation. — Recours en annulation exercé par certaines entreprises. — Arrêt d'annulation. — Effet à l'égard des entreprises non requérantes. — Qualification de tiers à l'arrêt d'annulation. — Affaire pâte de bois (*CJCE, 14 sept. 1999, aff. C-310/97 P*) ..... 503

#### Convention de Bruxelles du 27 septembre 1968

- Compétence judiciaire. — Article 17. — Clause attributive de juridiction inscrite au verso d'un connaissance. — Forme admise par les usages du commerce international (*CJCE, 16 mars 1999, aff. C-159/97*) ..... 528

- Libre prestation des services. — Articles 49 (ex-art. 59) et 50 (ex-art. 60) du traité. — Déplacement temporaire de travailleurs pour l'exécution d'un contrat. — Restrictions (*CJCE, 23 nov. 1999, aff. C-369/96 et 376/96*) ..... 493

## Concurrence

- Abus de position dominante. — Extension sur un marché connexe. — Rejet d'une plainte. — Appréciation de l'intérêt communautaire. — Critères non limitatifs. — Mission de la Commission au titre des articles 81 et 82 CE (ex-art. 85 et 86). — Cessation acquise des pratiques. — Vérification d'une éventuelle persistance des effets structurels. — Détournement de pouvoir. — Preuve. — Nécessité d'ordonner la production d'une lettre d'un commissaire. — Affaire de la filiale Chronopost de la Poste (*CJCE, 4 mars 1999, aff. C-119/97 P*) ..... 506

- Aide d'Etat. — Aide nouvelle. — Notification préalable. — Notion d'aide d'Etat. — Régime de faveur pour les grandes entreprises déclarées en faillite. — Critère de spécificité (*CJCE, 17 juin 1999, aff. C-295/97*) ..... 523

- Aide d'Etat. — Notion d'aide. — Avantage faussant la concurrence. — Allègement des charges sociales. — Contrepartie de la réduction négociée du temps de travail. — Contrepartie de surcoûts pour les entreprises (non) (*CJCE, 5 oct. 1999, aff. C-251/97*) .. 526

- Aide d'Etat. — Notion d'aide. — Entreprise en faillite. — Intervention d'un fonds de versement immédiat des salaires. — Octroi de prêt (non). — Substitution dans les droits des travailleurs. — Recouvrement des sommes. — Accords de rééchelonnement. — Taux d'intérêts trop faibles (non). — Avantage faussant la concurrence. — Nécessaire comparaison avec le comportement d'un opérateur économique privé. — Comparaison avec un investisseur privé (non). — Comparaison avec un créancier recouvrant sa créance (oui). — Incidence sur la nature des intérêts (oui). — Intérêts moratoires. — Affaire Fondo de Garantía Salarial (Fogasa) (*CJCE, 29 avr. 1999, aff. C-342/96*) ..... 521

- Aide d'Etat. — Plainte. — Recours en carence. — Recevabilité. — Entreprise concurrente. — Bien-fondé. — Examen diligent de la plainte. — Obligation de la Commission. — Ouverture formelle d'examen. — Article 88, paragraphe 2 CE (*TPICE, 3 juin 1999, aff. T-17/96*) ..... 519

- Aide d'Etat. — Réduction des cotisations de sécurité sociale dans certains secteurs industriels. — Réduction majorée. — Absence de notification préalable. — Aide illégale. — Notion d'aide d'Etat. — Avantage faussant la concurrence. — Critère de spécificité. — Obligation de récupérer les aides illégalement versées. — Affaire Maribel *bis/ter* (*CJCE, 17 juin 1999, aff. C-75/97*) ..... 524

- Contrôle des concentrations. — Concentration déclarée incompatible. — Recours en annulation. — Recevabilité. — Intérêt à agir. — Domaine du règlement n° 4064/89. — Entreprises d'Afrique du sud. — Position dominante collective (*TPICE, 25 mars 1999, aff. T-102/96*) ..... 513

- Liberté d'établissement. — Articles 43 (ex-art. 52) et 48 (ex-art. 58) du traité. — Impositions intérieures. — Déduction fiscale. — Réalisation de dépenses pour la recherche. — Spécialités pharmaceutiques (*CJCE, 8 juill. 1999, aff. C-254/97*) ..... 487
- Libre circulation des capitaux. — Article 56 (ex-art. 73 B) du traité. — Interdiction nationale de constitution d'une hypothèque en monnaie étrangère (*CJCE, 16 mars 1999, aff. C-222/97*) ..... 495
- Libre circulation des capitaux. — Liberté d'établissement. — Procédure d'autorisation des acquisitions de biens immobiliers. — Article 70 de l'acte relatif aux conditions d'adhésion de la République d'Autriche. — Résidences secondaires (*CJCE, 1<sup>er</sup> juin 1999, aff. C-302/97*) ..... 496
- Libre circulation des personnes. — Notion de « travailleur ». — Liberté d'établissement. — Financement des études. — Discrimination fondée sur la nationalité. — Condition de résidence. — Règlement n° 1612/68, article 7. — Articles 39 (ex-art. 48) et 43 (ex-art. 52) du traité (*CJCE, 8 juin 1999, aff. C-337/97*) ..... 477
- Libre circulation des travailleurs. — Article 39 (ex-art. 48) du traité. — Egalité de traitement. — Non-résidents. — Impôt sur le revenu. — Barème d'imposition pour les couples mariés (*CJCE, 14 sept. 1999, aff. C-391/97*) ..... 480
- Libre circulation des travailleurs. — Imposition combinée comprenant l'impôt sur le revenu et les cotisations d'assurances sociales. — Non application aux travailleurs qui transfèrent leur résidence d'un Etat membre à l'autre d'un plafond de cotisations sociales applicable aux travailleurs n'ayant pas exercé leur droit de libre circulation. — Incompatibilité éventuelle avec le droit communautaire. — Règlement n° 1612/68, article 7. — Article 39 (ex-art. 48) du traité (*CJCE, 26 janv. 1999, aff. C-18/95*) ... 478
- Libre prestation des services. — Article 49 (ex-art. 59) du traité. — Droits exclusifs d'exploitation. — Machines à sous (*CJCE, 21 sept. 1999, aff. C-124/97*) ..... 490
- Libre prestation des services. — Article 49 (ex-art. 59) du traité. — Collecte de paris (*CJCE, 21 oct. 1999, aff. C-67/98*) ..... 490
- Libre prestation des services. — Article 49 (ex-art. 59) du traité. — Impôt commercial sur le capital et le bénéfice d'exploitation. — Réintégration dans l'assiette de l'impôt. — Dérogation inapplicable au locataire d'un bien dont le propriétaire est établi dans un autre Etat membre et dès lors non soumis à l'impôt (*CJCE, 26 oct. 1999, aff. C-294/97*) ..... 491
- Libre prestation des services. — Article 49 (ex-art. 59) du traité. — Impôt sur le revenu. — Revenu imposable. — Déduction des dépenses relatives à des cours de formation professionnelle. — Distinction selon le pays dans lequel les cours ont lieu (*CJCE, 28 oct. 1999, aff. C-55/98*) ..... 492
- Libre prestation des services. — Article 50 (ex-art. 60) du traité. — Notion de « prestation de services ». — Libre circulation des marchandises. — Notion de « marchandises ». — Droit de pêcher au lancer (*CJCE, 21 oct. 1999, aff. C-97/98*) ..... 489

- Accord de coopération CEE/Maroc. — Article 40, premier alinéa. — Principe de non-discrimination. — Effet direct. — Portée. — Refus de prorogation du permis de séjour mettant fin à l'emploi d'un travailleur marocain dans un Etat membre (CJCE, 2 mars 1999, aff. C-416/96) ..... 497
- Accord de coopération CEE/Maroc. — Article 41, paragraphe 1. — Principe de non-discrimination en matière de sécurité sociale. — Champ d'application personnel (CJCE, 11 nov. 1999, aff. C-179/98) ..... 498
- Diplômes professionnels. — Reconnaissance de diplômes. — Restaurateur de biens culturels. — Directives n° 89/48 et 92/51. — Notion de « profession réglementée ». — Article 39 (ex-art. 48) du traité (CJCE, 8 juill. 1999, aff. C-234/97) ..... 476
- Discrimination en raison de la nationalité. — Article 12 (ex-art. 6) du traité. — Liberté d'établissement. — Exigence, pour l'octroi de la personnalité juridique à un associé, de la présence d'associés belges (CJCE, 29 juin 1999, aff. C-172/98) ..... 475
- Discrimination en raison de la nationalité. — Articles 12 (ex-art. 6) et 43 (ex-art. 52) du traité. — Navigation aérienne. — Immatriculation des aéronefs (CJCE, 8 juill. 1999, aff. C-203/98) ..... 475
- Entrée et séjour dans l'Union. — Libre circulation des personnes. — Articles 14 (ex-art. 7 A), 17 (ex-art. 8, § 1 et 2), 18 (ex-art. 8 A, § 1), 39 (ex-art. 48), 43 (ex-art. 52) et 49 (ex-art. 59) du traité. — Directive n° 64/221 du 25 février 1964 (art. 1, § 1, art. 3). — Ordre public. — Touriste ressortissant d'un autre Etat membre. — Condamnation pour usage de stupéfiants. — Interdiction de séjour à vie (CJCE, 19 janv. 1999, aff. C-348/96) ..... 471
- Entrée et séjour dans l'Union. — Libre circulation des personnes. — Articles 14 (ex-art. 7A) et 18 (ex-art. 8A) du traité. — Droit des citoyens de l'Union européenne de circuler et de séjourner librement. — Contrôle aux frontières. — Réglementation nationale faisant obligation aux personnes en provenance d'un autre Etat membre de présenter un passeport (CJCE, 21 sept. 1999, aff. C-378/97) ..... 473
- Liberté d'établissement. — Article 43 (ex-art. 52) du traité. — Propriété industrielle et commerciale. — Nom commercial (CJCE, 11 mai 1999, aff. C-255/97) ..... 481
- Liberté d'établissement. — Articles 43 (ex-art. 52) et 48 (ex-art. 58) du traité. — Etablissement d'une succursale par une société sans activité effective. — Contournement du droit national. — Refus d'immatriculation (CJCE, 9 mars 1999, aff. C-212/97) ... 482
- Liberté d'établissement. — Articles 43 (ex-art. 52) et 48 (ex-art. 58) du traité. — Législation fiscale. — Impôt sur les bénéfices des sociétés (CJCE, 29 avr. 1999, aff. C-311/97) ..... 484
- Liberté d'établissement. — Articles 43 (ex-art. 52) et 48 (ex-art. 58) du traité. — Impôts sur les revenus des sociétés. — Avantages fiscaux (CJCE, 21 sept. 1999, aff. C-307/97) ..... 486
- Liberté d'établissement. — Articles 43 (ex-art. 52), 48 (ex-art. 58), 56 (ex-art. 73 B) et 58 (ex-art. 73 D) du traité. — Paiement effectué par une société suédoise à sa filiale. — Exemption de l'impôt sur les sociétés (CJCE, 18 nov. 1999, aff. C-200/98) ... 488

CHRONIQUE DE JURISPRUDENCE DU TRIBUNAL ET DE LA COUR DE JUSTICE  
DES COMMUNAUTES EUROPEENNES,  
par Claude J. BERR, Jean-Marc BISCHOFF, André HUET, Frédéric  
LECLERC, Monique LUBY, Rostane MEHDI, Catherine PRIETO ..... 435

### Circulation des marchandises

- Appellations d'origine. — Gorgonzola. — Cambozola. — Evo-  
cation d'une appellation d'origine protégée. — Risque de trompe-  
rie du consommateur (*CJCE, 4 mars 1999, aff. C-87/97*) ..... 467
- Brevet européen. — Absence d'effet dans un Etat faute d'une  
traduction dans la langue de cet Etat. — Mesure d'effet équivalent  
(non) (*CJCE, 21 sept. 1999, aff. C-44/98*) ..... 466
- Incidences de la suppression des barrières douanières sur l'acti-  
vité des commissionnaires en douane. — Acte unique européen.  
— Absence de responsabilité de la Communauté (*CJCE, ord.  
8 juill. 1999, aff. C-95/98*) ..... 461
- Marchandises de contrefaçon. — Intervention de l'administra-  
tion douanière. — Refus de communiquer l'identité du déclarant  
ou du destinataire. — Impossibilité pour le titulaire du droit de  
marque d'exercer des poursuites. — Non-conformité d'une législa-  
tion nationale relative à la protection du secret (*CJCE, 14 oct.  
1999, aff. C-223/98*) ..... 463
- Notion de marchandise. — Droit de pêcher au lancer. — Obsta-  
cle éventuel à la libre circulation (*CJCE, 21 oct. 1999, aff. C-  
97/98*) ..... 460
- Organismes nuisibles aux végétaux. — Zones protégées. —  
Interdiction d'importer. — Durée de validité. — Réglementation  
nationale incompatible (*CJCE, 1<sup>er</sup> juill. 1999, aff. C-14/98*) ..... 462
- Procédure d'injonction de payer. — Interdiction d'utiliser cette  
procédure en cas de signification à l'étranger. — Entrave éven-  
tuelle au commerce intra-communautaire. — Effet trop aléatoire  
ou trop indirect (*CJCE, 22 juin 1999, aff. C-412/97*) ..... 469
- Produit cosmétique. — Dénomination « lifting ». — Caractère  
éventuellement trompeur. — Interdiction d'importation et de com-  
mercialisation. — Attente présumée du consommateur. — Possibi-  
lité pour le juge national de recourir à un sondage d'opinion ou  
à une expertise (*CJCE, 13 janv. 2000, aff. C-220/98*) ..... 468
- Vente ambulante. — Limitation à une circonscription géo-  
graphique. — Obligation d'exercer aussi une activité commerciale  
fixe dans la même circonscription ou dans une commune limi-  
trophe. — Réglementation susceptible d'entraver le commerce  
intra-communautaire (*CJCE, 13 janv. 2000, aff. C-254/98*) ..... 465

### Circulation des personnes et des services

- Accord d'association CEE/Turquie. — Article 3, paragraphe 1.  
— Décision n° 3/80. — Sécurité sociale. — Principe de non-  
discrimination en raison de la nationalité. — Effet direct. —  
Ressortissant turc autorisé à résider dans un Etat membre. —  
Droit aux allocations familiales dans les mêmes conditions que  
les ressortissants de cet Etat (*CJCE, 4 mai 1999, aff. C-262/96*) ..... 500

**Contrat**

- Prêt. — Crédit à la consommation. — Banque allemande, prêteur. — Epoux français, emprunteur. — Droit applicable. — Convention de Rome du 19 juin 1980, articles 5 et 7. — Convention non en vigueur à la date du prêt. — Loi française du 10 janvier 1978. — Loi impérative (*Cass. 1<sup>re</sup> civ., 19 oct. 1999*) ..... 328

**Institution d'arbitrage d'une ancienne démocratie populaire**

- Transformation. — Changement substantiel. — Caducité de la clause compromissoire désignant cette institution. — Débat inutile en l'espèce (*CA Paris, 1<sup>re</sup> ch., sect. C, 1<sup>er</sup> juin 1999*) ..... 370

**Principes généraux de l'arbitrage international**

- Nécessité d'un accord entre les parties. — Arbitrage forcé. — Obligation légale inopérante dans l'ordre juridique français (*CA Paris, 1<sup>re</sup> ch., sect. C, 1<sup>er</sup> juin 1999*) ..... 370

**Responsabilité civile**

- Accident de la circulation. — Belgique, lieu de l'accident. — Convention de La Haye du 4 mai 1971. — Loi compétente. — Loi française, loi du pays d'immatriculation du seul véhicule en cause. — Application de la loi belge. — Equivalence entre la loi appliquée et la loi désignée par la règle de conflit (*Cass. 1<sup>re</sup> civ., 13 avr. 1999*) ..... 315

**Transport aérien**

- Avion faisant escale à Koweït city. — Invasion du Koweït par l'Irak. — Capture et emprisonnement des passagers par les forces armées irakiennes. — Compagnie aérienne. — Responsabilité (*Cass. 1<sup>re</sup> civ., 15 juill. 1999*) ..... 341

- ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE. CHRONIQUE DU REGLEMENT DES DIFFERENDS (1999), par Hélène RUIZ FABRI ..... 385

**Droits antidumping**

- Réexamen périodique. — Conditions de maintien (*Groupe spécial, 29 janv. 1999*) ..... 390

**Enquête antidumping**

- Menace de dommage. — Enquête. — Procédure (*Groupe spécial, 28 janv. 2000*) ..... 426

**Mesure phytosanitaire**

- Prohibition à l'importation. — Preuve scientifique. — Transparence. — Charge de la preuve (*Organe d'appel, 22 févr. 1999*) ..... 392

Recours en annulation. — Qualité pour agir. — Intérêt à agir. — Procédure antidumping (TPICE, 1 <sup>er</sup> févr. 1999, aff. T-256/97)	442
Recours en annulation. — Recours individuels formés contre un acte de portée générale. — Jurisprudence <i>Codorniu</i> (TPICE 22 mars 1999, aff. T-105/98. — 26 mars 1999, aff. T-114/96) ..	447
Renvoi préjudiciel. — Recevabilité des questions préjudicielles. — Répartition des compétences entre la Cour et les juridictions nationales (CJCE, 25 févr. 1999, aff. C-131/97. — 2 mars 1999, aff. C-422/98. — 21 avr. 1999, aff. C-28/98 et C-29/98. — 11 mai 1999, aff. C-325/98. — 10 juin 1999, aff. C-346/97. — 21 oct. 1999, aff. C-97/98) .....	439

## Documents

### CONVENTIONS INTERNATIONALES PUBLIÉES ET TEXTES LEGISLATIFS OU REGLE- MENTAIRES PROMULGUÉS EN FRANCE

#### Coopération

Protocole additionnel à la Convention-cadre européenne sur la coopération transfrontalière des collectivités ou autorités territoria- les (ensemble trois déclarations) (JO 14 janv. 2000) .....	555
--	-----

#### Nationalité

Loi n° 99-1141 du 29 décembre 1999 modifiant les conditions d'acquisition de la nationalité française par les militaires étrangers servant dans l'armée française (JO 30 déc. 1999) .....	560
---	-----

BIBLIOGRAPHIE ET REVUE DES REVUES .....	561
INFORMATIONS .....	589

400282



61060



Compétence judiciaire. — Bail d'une maison de vacances conclu par un organisateur professionnel de voyages et un client. — Application de l'article 16-1° (oui) ( <i>CJCE</i> , 6 <sup>e</sup> ch., 27 janv. 2000, aff. ; C-8/98) .....	550
Compétence judiciaire. — Article 2. — Article 5-1°. — Contrat d'agence commerciale. — Pluralité d'obligations litigieuses considérées comme équivalentes, et s'exécutant dans des Etats différents. — Contrat de travail (non). — Compétence du <i>forum contractus</i> pour connaître de l'ensemble de la demande (non) ( <i>CJCE</i> , 5 oct. 1999, aff. C-420/97) .....	540
Compétence juridictionnelle. — Article 5-1°. — Détermination du lieu d'exécution de l'obligation. — Application de la loi qui régit l'obligation litigieuse selon les règles de conflit de la juridiction saisie ( <i>CJCE</i> , 28 sept. 1999, aff. C-440/97) .....	547
Exécution des actes authentiques. — Article 50. — Notion d'acte authentique. — Acte dont l'authenticité a été établie par une autorité publique ou toute autre autorité habilitée à ce faire par l'Etat d'origine ( <i>CJCE</i> , 5 <sup>e</sup> ch., 17 juin 1999, aff. C-260/97) .....	539
Exécution des décisions. — Article 31, alinéa 1. — Caractère exécutoire d'une décision (décision française condamnant un débiteur ultérieurement soumis à une procédure de liquidation judiciaire qui a été clôturée pour insuffisance d'actif) ( <i>CJCE</i> , 5 <sup>e</sup> ch., 29 avr. 1999, aff. C-267/97) .....	534

### Institutions et ordre juridique communautaire

Recours en annulation. — Accords internationaux. — Accord de pêche. — Accord ayant des implications budgétaires notables pour la Communauté. — Procédure d'avis conforme. — Base juridique ( <i>CJCE</i> , 8 juill. 1999, aff. C-189/97) .....	451
Recours en annulation. — Accords internationaux. — Accords OMC. — Effet direct. — Invocabilité ( <i>CJCE</i> , 23 nov. 1999, aff. C-149/96) .....	455
Recours en annulation. — Acte de portée générale et faisceau de décisions individuelles. — Article 49, alinéa 3 du Statut de la Cour — Pourvoi dans l'intérêt de la loi ( <i>CJCE</i> , 21 janv. 1999, aff. C-73/97 P) .....	436
Recours en annulation. — Aides d'Etat. — Transport aérien. — Mesures fiscales. — Recours formé par des entreprises et associations d'entreprises. — Qualité à agir. — Intérêt à agir. — Recevabilité ( <i>TPICE</i> , 11 févr. 1999, aff. T-86/96) .....	437
Recours en annulation. — Décision de la Commission. — Aides d'Etat. — Recours introduit par une entité infra-étatique. — Recevabilité ( <i>TPICE</i> , 15 juin 1999, aff. T-288/97) .....	448
Recours en annulation. — Délai de recours. — Absence d'indication du délai et des voies de recours ( <i>CJCE</i> , 5 mars 1999, aff. C-153/98. — <i>TPICE</i> , 25 mars 1999, aff. C T-37/97) .....	443
Recours en annulation. — Exception d'illégalité. — Recevabilité. — Voie de droit incidente ( <i>TPICE</i> , 20 avr. 1999, aff. T-305/94, 306/94 et 307/94. — 21 mai 1999, aff. T-169/98 et T-170/98) .....	445

# JOURNAL DU DROIT INTERNATIONAL

*paraissant tous les trois mois*

FONDÉ EN 1874

par  
**EDOUARD CLUNET**

Continué

de 1923 à 1948  
par  
**ANDRE PRUDHOMME**

de 1950 à 1993  
par  
**BERTHOLD GOLDMAN**

Directeur :  
**PHILIPPE KAHN**

Sous le haut patronage de

**J. BÉGUIN, J.-D. BREDIN, J. DEHAUSSY  
P. DRAI, M. GAUDET, J. LEMONTEY, M. LONG,  
M. MARTIN, R. PINTO, A. PLANTEY, S. ROZÈS,  
J. VASSOGNE, P. WEIL**



**EDITIONS DU  
JURIS-CLASSEUR**

141, rue de Javel  
75747 PARIS Cedex 15

2000

Journal publié avec le concours du CNRS

**Mesures de sauvegarde**

- Preuve. — Effet utile. — Transparence (*Organe d'appel, 14 déc. 1999*) ..... 419
- Union douanière. — Sélectivité. — Dommage grave (*Organe d'appel, 14 déc. 1999*) ..... 416

**Non-discrimination entre produits nationaux et produits importés**

- Régime fiscal. — Appréciation du rapport de concurrence entre produits (*Organe d'appel, 18 janv. 1999*) ..... 386
- Régime fiscal. — Taxe semblable (*Organe d'appel, 13 déc. 1999*) ..... 414

**Règles en matière de preuve**

- Décisions de procédure. — Subventions à l'exportation (*Organe d'appel, 2 août 1999*) ..... 399

**Restrictions quantitatives**

- Champ d'application du règlement des différends. — Equilibre institutionnel. — Charge de la preuve (*Organe d'appel, 23 août 1999*) ..... 406

**Rétorsions**

- Règlement des différends. — Législation nationale. — Engagement unilatéral (*Groupe spécial, 22 déc. 1999*) ..... 422

**Subventions agricoles**

- Versements en nature. — Liste de concessions. — Interprétation (*Organe d'appel, 13 oct. 1999*) ..... 409

**Subventions à l'exportation**

- Règles spécifiques de règlement des différends (*Groupe spécial, 25 mai 1999*) ..... 396
- Subventions agricoles. — Régime fiscal — Bonne foi (*Organe d'appel, 24 févr. 2000*) ..... 429
- Traitement spécial et différencié des pays en développement. — Charge de la preuve (*Organe d'appel, 2 août 1999*) ..... 403

**Union douanière**

- Notion de régime extérieur essentiellement similaire. — Exceptions. — Règlement des différends (*Organe d'appel, 21 oct. 1999*) ..... 411